

# Citoyenneté

## Démocratie locale

### Participation des habitants

#### Démarches de l'ORIV - Mars 2014



Ce document rend compte des démarches menées par l'ORIV, depuis sa création en 1992, sur les questions de « Citoyenneté, démocratie locale et participation des habitants ». Celles-ci sont déclinées par thématiques :

- Vie associative issue de l'immigration
- Participation des habitants et citoyenneté – démocratie locale
- Citoyenneté de résidence
- Associations et politique de la ville / dans les politiques publiques
- Jeunes et participation

A la fin du document, les publications de l'ORIV sur ce thème sont listées.



## VIE ASSOCIATIVE ISSUE DE L'IMMIGRATION

### 1993 et 2005-2008 : Etudes sur la vie associative issue de l'immigration en Alsace

Depuis la promulgation de la loi du 9 octobre 1981, les étrangers peuvent librement se regrouper en associations. Un peu plus de dix années plus tard, la Commission Régionale pour l'Insertion des Populations Immigrées (CRIPI) a souhaité connaître l'impact de cette loi sur le mouvement associatif issu de l'immigration en Alsace. Se sont associés à la démarche, les partenaires suivants : le FAS, les DDJS, les DDASS, la Préfecture de région (crédits Economie Sociale).

Deux interrogations principales ont orienté cette étude :

- Y-a-t-il eu depuis cette date émergence ou développement des associations issues de l'immigration en Alsace ?
- Comment ces associations s'intègrent-elles au tissu local ?

Dans un premier temps, un travail de **recensement des associations issues de l'immigration en Alsace** a été mené auprès des tribunaux de la région. Sur la base des informations collectées et d'un guide d'entretien, une **enquête** plus approfondie auprès d'un échantillon d'associations a été réalisée.

Cette étude a apporté un éclairage sur la réalité associative issue de l'immigration et des éléments de réponse à la question suivante : comment se situe le projet défini par l'association dans une **stratégie d'insertion**, à travers diverses activités exercées : socio-culturelle, sportive, éducatives, culturelles... ?

Cette étude entrait également dans le cadre d'une interrogation soulevée par le SGARE dans la suite des travaux menés, concernant l'évaluation des actions entrant dans le cadre

du Contrat de Plan, à savoir l'impact de dispositifs tels que le DSQ, la Convention de Quartier, la Convention Ville-Habitat sur la dynamique associative dans un quartier ou dans une commune au regard de la politique de la ville.

**En 2005, 10 ans après ce premier travail d'état des lieux** mené sur la vie associative issue de l'immigration en Alsace, l'ORIV a souhaité relancer cette réflexion. L'intérêt pour cette question était partagé par le FASILD, ainsi que certaines collectivités. Ce travail a été initié en 2004 lors d'un forum dans le cadre du salon des associations, et lors d'un temps d'échanges entre acteurs à Colmar. L'ORIV a lancé une étude qui avait trois objectifs principaux :

- connaître l'évolution de ces associations depuis 1994,
- comprendre leur réalité actuelle,
- réinterroger la notion « d'associations issues de l'immigration », structures qui sont de plus en plus souvent perçues, par les acteurs et décideurs, comme « communautaires », c'est-à-dire liées à une « communauté » et donc peu ouvertes à la société d'accueil et à une intégration dans celle-ci.

Cette étude, complexe à mettre en œuvre sur un plan méthodologique (comment reconnaît-on une association issue de l'immigration ?) et technique (travail de repérage de ces associations) s'est inscrite sur plusieurs années.

**Les différentes étapes de la démarche :**

La première étape a consisté dans la diffusion d'un questionnaire permettant de recueillir le point de vue des associations. Les résultats peu probants (une cinquantaine de questionnaires récupérés) ont incité, dans le cadre d'une seconde étape, à étayer ces éléments par une approche territoriale et qualitative, basée sur des entretiens avec des responsables associatifs et des acteurs locaux. Les territoires retenus ont été les trois principales agglomérations alsaciennes et deux territoires semi-urbains, à savoir le secteur de Molsheim-Mutzig et celui de Cernay-Thann. A partir du second semestre 2006, l'ORIV a pu s'appuyer sur une stagiaire, pour mener cette démarche de terrain, en particulier sur les deux territoires semi-urbains.

L'objectif était, en 2007, de finaliser l'étude sur sites, d'assurer l'analyse des données recueillies et de rédiger le rapport final avant d'en assurer la diffusion. Finalement, en raison de mouvement de personnel, une partie seulement de l'objectif a été atteinte. Le travail d'enquête a été mené sur le territoire de Colmar. Les données recueillies ont fait l'objet d'une analyse. Elles portaient sur le fonctionnement et les activités des associations, leur lien avec leur environnement, leur perception de leurs activités.

Compte tenu de la nécessité de formaliser les résultats de l'étude pour pouvoir diffuser des éléments de connaissance sur ce sujet complexe, il a été décidé de la finaliser en 2008 en limitant les dernières investigations à Strasbourg et en s'associant au CLAPEST.

Une fois la méthodologie et la grille d'entretien adaptées, c'est une chargée de mission au Clapest, qui a mené les entretiens auprès d'un peu moins d'une trentaine d'associations. Il a été fait le choix de privilégier les associations ayant répondu au questionnaire initial et de rechercher la diversité dans le profil des associations. Ce qui a conduit à enquêter des associations intervenant en direction de nouveaux migrants (Europe de l'Est notamment).

Il était prévu début 2009, la rédaction de l'étude et sa diffusion. Elle sera co-rédigée par le Clapest et l'ORIV (Chargée de mission suivant le dossier). Ce travail n'a pas finalement donné lieu à une production finalisée mais les enseignements qui en résultent sont diffusés par d'autres biais.

Productions

- ⇒ **Cahier de l'observatoire n° 11, « Les associations issues de l'immigration en Alsace »** – Etat des lieux. Première partie achevée, 38 pages, mars 1994
- ⇒ **Cahier de l'Observatoire n° 16, « La vie associative issue de l'immigration en Alsace** – juin 1995
- ⇒ L'ADELS a publié en octobre 1996 un numéro de la revue **Territoires** sur la « **place des étrangers dans la vie locale** » dont deux articles ont été rédigés par l'ORI à

partir de deux études menées sur la vie associative issue de l'immigration en Alsace et sur l'immigration et les spécificités du vote alsacien. Ce numéro a été diffusé lors des Ateliers de l'Intégration Locale.

- ⇒ Co-organisation des **Ateliers de l'Intégration Locale** (colloque qui a eu lieu en mai 1996 à Strasbourg) en lien avec l'ADRI, et les partenaires régionaux, intégration des constats établis dans le rapport sur la vie associative issue de l'immigration (cahier de l'observatoire n° 16) dans l'atelier consacré à la vie associative.
- ⇒ Rapport intermédiaire de l'étude sur la vie associative issue de l'immigration, septembre 2005, 19 p.

## 2001, Participation à la vie associative locale des immigrés

Cette réflexion, sur la « participation à la vie associative locale des immigrés », s'inscrivait dans un projet initié par le Clapest, dans le cadre du 20<sup>ème</sup> anniversaire du décret de 1981 permettant aux étrangers de se regrouper librement en associations. La contribution de l'ORIV a porté sur la réalisation d'une dizaine de portraits de militants associatifs issus de l'immigration. Il s'agissait par ce moyen de connaître les parcours et les caractéristiques des personnes immigrées impliquées dans la vie associative en général.

- ⇒ **L'engagement des responsables associatifs en Alsace** - Note thématique - 15 pages - janvier 2005

## PARTICIPATION DES HABITANTS ET CITOYENNETE – DEMOCRATIE LOCALE

### 1999 - 2000 : Réflexion régionale sur « Participation des habitants et citoyenneté »

L'ORIV, compte tenu de son champ d'intervention et de l'aspect récurrent, parfois « incantatoire » mais néanmoins central de la question de la participation des habitants, s'est proposé de lancer les bases de cette réflexion régionale sur le thème de « **la participation des habitants et la citoyenneté** ». L'objectif était de favoriser la construction, dans ce domaine, d'une connaissance collective et partagée partant des expériences et pratiques des uns et des autres. Il s'agissait de dépasser les clichés trop répandus de l'injonction à la participation en travaillant sur les leviers, les conditions éventuelles de réussite d'une telle démarche, les effets induits et les exigences.

Le **20 janvier 1999**, l'Observatoire a organisé une première rencontre régionale sur « **La participation des habitants : quels enjeux ?, quelles pratiques ?** », à Mulhouse (110 personnes).

Son but était de clarifier les concepts, de comprendre les attentes et enjeux liés à la demande de participation des habitants, et d'avoir une approche des pratiques à travers la mise en place d'ateliers thématiques et des rencontres entre les principaux acteurs.

**Programme** : La matinée a été consacrée à une approche théorique et conceptuelle avec les interventions de Joëlle BORDET, psychosociologue (CSTB), « les enjeux liés à la participation des habitants dans le cadre de la politique de la ville ». François HANNOYER, directeur de l'ADELS, « éléments de réflexion sur la participation par les instances de concertation ».

L'après-midi a été consacré aux échanges à partir d'expériences (menées en Alsace et dans d'autres régions). Trois angles d'approche ont été retenus : l'habitat, « cadre de vie et participation des habitants » ; l'appui ou l'aide aux différents publics afin de permettre leur participation, « moyens techniques et financiers visant la participation des habitants » ; la mise en œuvre d'instance de concertation et de participation, « les instances de participation : moyen d'expression des habitants ».

Ils ont donné lieu à la mise en place de quatre ateliers (le dernier thème a donné lieu à la constitution de deux ateliers compte tenu du nombre d'inscrits) où étaient présentées les expériences.

- ⇒ Une **synthèse des ateliers** a été élaborée afin de servir de base à la constitution des groupes de réflexion.

En raison de l'intérêt de ce thème, mais aussi pour éviter de tomber dans les pièges d'un colloque se limitant à un apport d'informations, il a été proposé d'impulser une réflexion sur la durée.

A l'issu de cette journée, **trois groupes de réflexion ont été mis en place** avec les personnes volontaires. Chaque groupe s'est réuni au minimum trois fois entre **septembre et décembre 1999**.

Tout en privilégiant un angle d'approche spécifique, chaque groupe a interrogé les mêmes problématiques à savoir : Pourquoi favoriser la participation des habitants ? Quels sont les moyens ou conditions permettant sa mise en œuvre ? Comment favoriser la prise de parole des populations les plus éloignées de la vie publique ?

Il s'agissait dans le cadre de ces groupes, qui ont réuni quelque soixante-dix personnes, de dégager des pistes, des recommandations par rapport aux thématiques abordées. Afin d'alimenter la réflexion en amont des réunions, les participants ont été destinataires de trois documents : synthèse des ateliers de la 1<sup>ère</sup> Rencontre, livre blanc produit dans le cadre de la réflexion engagée sur Strasbourg (Forum de la démocratie locale), recueil d'expériences de structures participatives.

Les constats et réflexions issus de ces groupes ont servi de base à l'organisation de la deuxième rencontre régionale sur ce thème (notamment au niveau des ateliers) et ont permis la réalisation d'un document (fruit de la réflexion collective) intitulé :

- ⇒ « **La participation des habitants : réflexion et questionnements** » (mars 2000) envoyé aux participants en tant que contribution au débat, « matière à penser » en amont de la journée.

Le **16 mars 2000**, à l'Illiade (Illkirch-Graffenstaden), organisation d'une deuxième **rencontre régionale d'échanges sur « La participation des habitants : vers un ressourcement de la citoyenneté ? »**.

Elle a réuni quelque 150 personnes (association, professionnels de la ville, services de l'Etat...).

L'objectif de cette rencontre était à la fois de permettre la réflexion et les échanges entre acteurs autour de cette question et de faire émerger, notamment en ateliers, des propositions de mise en œuvre de la citoyenneté.

**Programme** : Sont intervenus lors de cette journée : Jacques Bigot (Maire d'Illkirch) ; Joël Roman (Rédacteur de la revue Esprit) ; Joëlle Bordet (psychosociologue au CSTB) ; Serge Depaquit (Fondation Ailes) ; André Horel (SGARE).

L'après-midi a été consacré aux ateliers :

1. Quelles relations entre habitants – associations (entendu comme collectif) et décideurs ?  
Intervenant : Gilbert Vincent, Philosophe ; Discutant : Monique Fabian (Présidente de l'association Quartier Libre – Strasbourg)
2. Quelles articulation entre le local et le global, entre les différences échelles géographiques et les différents lieux et instances ?  
Intervenante : Martine Toulotte (Agence d'urbanisme de Grenoble) ; Discutant : Luc Gwiazdzinski (géographe)
3. Comment à partir du vécu, du quotidien construire de la participation et de l'intérêt général ?  
Intervenante : Joëlle Bordet (CSTB) ; Discutants : Atelier de travail urbain de Grande Synthe et mouvement ATD quart Monde (Colmar) ;
4. Entre habitants et élus, quels rôles, places et pratiques pour les professionnels ?  
Intervenant : Maurice Blanc (sociologue –CUCES Nancy) ; Discutants : Emmanuel Dupont (chargé de mission DIV) et Joël Vincent (urbaniste).

## 1999 : « Forum de la Démocratie locale »

En parallèle de cette démarche, l'ORIV a mené, à la demande de la Ville de Strasbourg, une mission d'appui et d'accompagnement dans le cadre de la préparation du « **Forum de la Démocratie locale** » qui s'est tenu le 26 juin 1999 à Strasbourg.

Il s'agissait pour la Communauté Urbaine de Strasbourg, à l'occasion de ce colloque, d'évaluer le dispositif de démocratie locale (plus particulièrement les Comités de quartier) sur la base d'un travail collectif. Trois commissions ont été mises en place à cet effet.

La mission a consisté dans la :

- Participation à l'ensemble des réunions
- Mise à disposition d'expériences de démocratie locale à l'œuvre dans d'autres sites français ou étrangers ou d'éléments de connaissances
- Animation de réunions
- Formalisation de la réflexion et des échanges dans un document appelé « livre Blanc » par une mise en perspective et une mise en relation de l'ensemble des contributions.

## 2000 : Accompagnement de plusieurs démarches

Fort de ces analyses, l'ORIV a participé à plusieurs démarches :

- Accompagnement de la réflexion sur la place des habitants avec les professionnels de la ville, compte tenu du contexte, à savoir l'élaboration des conventions-cadre et conventions territoriales des contrats de ville. Interventions auprès de la Communauté Urbaine de Strasbourg, de Colmar et de l'agglomération mulhousienne.
- Accompagnement d'un groupe de réflexion, réunissant élus et techniciens à Lutterbach. Il s'agissait de faire le point sur les démarches existantes au niveau de la commune.
- Appui à l'organisation d'une soirée débat intitulée « Citoyenneté et démocratie locale » à Saverne, le 19 octobre 2000.

## 2003-2004 : Conseil de quartiers - Mulhouse

L'ORIV a mené une mission d'accompagnement dans le cadre de l'atelier de réflexion sur le « rôle des conseillers de quartiers ». L'enjeu global était de mieux comprendre les enjeux de la démocratie pour les différents acteurs.

- ⇒ « **Porter un regard sur les conseils de quartiers de Mulhouse** », intervention de l'ORIV lors de l'Assemblée générale des conseils de quartiers, le 25 novembre 2004.

En parallèle, l'ORIV a travaillé sur la définition des compétences et du mode de fonctionnement d'un éventuel observatoire des conseils de quartiers à Mulhouse. Ce travail faisait suite à une demande faite aux services techniques de la ville de Mulhouse par l'adjoint au Maire chargé des conseils de quartiers.

- ⇒ Note pour la ville de Mulhouse sur le **cahier des charges à réaliser pour construire un observatoire des conseils de quartiers**, 3 p.

## 2003-2007 : La participation citoyenne

En 2003, l'ORIV a choisi de mener une **étude-action** sur la base de tous les travaux menés jusque-là sur les questions de participation des habitants... et des enseignements qui en ont résulté.

Après accord avec la Ville de Mulhouse, c'est le quartier de la Fonderie qui a été choisi comme terrain de recherche. Le but était **d'examiner s'il existait des décalages entre ce**

**qui est proposé aux habitants en termes de démocratie participative et ce qu'ils en attendraient.** D'autre part, ce travail devait permettre **d'identifier les raisons de la participation et de la non-participation des habitants** aux différentes démarches déjà mises en place.

- ⇒ Rapport d'étude, « **Comprendre les obstacles à la participation citoyenne ; Contribution à une autre reconnaissance du citoyen** », décembre 2004
- ⇒ Synthèse de l'étude « **Comprendre les obstacles à la participation citoyenne** », 4 p.

En **2007**, dans la continuité de cette étude et sous forme de « cas pratique », une démarche d'accompagnement a été engagée sur le quartier de la Fonderie à Mulhouse, qui connaît de profondes modifications : changement de population (accueil d'étudiants, et prévision d'une augmentation de 30% du nombre d'habitants), changement de fonction (quartier industriel, puis quartier « dortoir », il devient quartier universitaire).

L'appui a été assuré en direction de professionnels (Centre Socio-Culturel Porte du Miroir et Ville) autour des nouvelles formes de participation, concernant notamment les changements sur le quartier et la mise en place d'un nouvel équipement, la maison de quartier.

Le groupe de travail, animé par l'ORIV, s'est réuni sept fois au cours de l'année 2007. Le travail mené, qui a porté sur le fonctionnement du Comité d'Animation de la Maison de Quartier, a permis de redéfinir la place du centre socio-culturel dans cette instance et de proposer un nouveau fonctionnement pour la préparation de la fête de quartier.

La réflexion menée au cours du premier semestre a fait l'objet d'une présentation le 16 octobre 2007.

## **2008-2012 - Rénovation urbaine et mobilisation de la parole des habitants**

Initié avec le projet de rénovation urbaine de HautePierre, l'ORIV a mené une démarche d'accompagnement, depuis le dernier trimestre 2008, auprès des équipes de rénovation urbaine de la ville de Strasbourg au niveau des quartiers de Cronembourg, de HautePierre, de la Meinau et du Neuhof.

La Ville a souhaité, dans le cadre de ces projets, renforcer la « participation des habitants ». Les ressources et compétences acquises par l'ORIV dans ce domaine ont été mises à profit. L'ORIV a en effet travaillé pendant plusieurs années sur la question de la « participation des habitants » et a été amené à identifier des éléments permettant de favoriser une « participation des habitants » optimisée et tenant compte de la singularité de l'expression de certaines catégories (jeunes, « populations silencieuses », personnes immigrées...) peu enclines à utiliser les espaces de concertation « institutionnalisés » comme les réunions de concertation, les conseils de quartier...

L'action a consisté concrètement, par un appui méthodologique et un accompagnement sur site, à identifier le ressenti des habitants et favoriser l'expression de leur parole, sans oublier celles des acteurs socioprofessionnels, par rapport aux transformations réalisées ou en cours ainsi que sur les projets à venir.

**En 2009**, les interventions de l'ORIV se sont poursuivies sur les quatre territoires en rénovation urbaine (Cronembourg, HautePierre, Meinau et Neuhof) et ont été étendues au Port du Rhin (en raison des événements qui s'y sont déroulés début 2009). Les démarches, adaptées au contexte des territoires, ont plus particulièrement consisté en trois types d'intervention :

- la poursuite de démarches de diagnostic et d'appui au recueil de la parole des habitants (Meinau, Neuhof et Port du Rhin),
- la participation aux forums (Meinau, Neuhof et Port du Rhin) visant à la confrontation des points de vue et la définition des enjeux locaux

- un appui méthodologique lors de la mobilisation des habitants autour d'enjeux collectifs, identifiés sur chaque territoire (gestion d'espaces extérieurs, gestion urbaine de proximité...).

Au-delà des interventions sur site développées ci-dessous, l'ORIV dans un souci de capitalisation a été amené à produire une note de cadrage sur le sens d'une intervention visant à « mobiliser la parole des habitants » et à participer à une réunion (19 juin 2009) impliquant l'ensemble des équipes de Rénovation Urbaine afin de présenter une analyse croisée des enjeux et d'identifier les atouts et limites de la démarche.

#### Productions

- ⇒ Appui à la production des actes des forums des habitants sur la Meinau, le Neuhof et le Port du Rhin. Actes disponibles sur le site internet de la Ville de Strasbourg.
- ⇒ Réalisation d'une **note de cadrage méthodologique** et réflexion sur les notions de « compétence d'usage » et la question des « espaces et de leur usages ».

**En 2010**, l'ORIV a poursuivi son appui auprès des équipes de la ville, en particulier sur le territoire de HautePierre et dans une moindre mesure sur celui de la Meinau et de Cronembourg. Au niveau du Neuhof, l'appui a consisté en un travail sur le secteur Solignac. Il s'agissait de mieux comprendre les usages de ce quartier, et de recueillir les points de vue sur l'avenir du Manège Solignac, lieu aujourd'hui fermé au public.

Par ailleurs, en 2010 après deux ans d'interventions sur des sites différents, il est apparu nécessaire de capitaliser les enseignements de ces démarches, aussi bien sur le fond que sur la forme.

- ⇒ **Mobilisation de la parole des habitants et rénovation urbaine** - Dossier Thématique - novembre 2011, 35 pages

#### **Capitalisation des démarches de rénovation urbaine et mobilisation de la parole des habitants**

En 2010, trois demi-journées de séminaire ont été organisées pour les professionnels de la rénovation urbaine et les directions de proximité concernées à Strasbourg. Ces trois séances devaient permettre de capitaliser les acquis, de tirer les enseignements de ces démarches (sur le fond et sur la forme) et de favoriser les échanges entre sites et entre équipes PRU et directions de proximité.

La première séance a porté sur la présentation de la démarche d'ensemble et de son développement sur chacun des sites, des principes et enjeux sous-tendant les démarches.

La seconde séance a permis d'échanger sur les aspects liés aux enjeux de concertation et de mobilisation de la parole des habitants (sens, principes, limites et enseignements).

Enfin la dernière séance a porté sur la gestion urbaine et sociale de proximité (aspects récurrents, limites et atouts, place et rôle des différents acteurs).

Afin de capitaliser et synthétiser les enseignements des démarches menées sur les territoires strasbourgeois, l'ORIV a rédigé un dossier thématique sur le sujet. Il met en avant à la fois les principes et enjeux sous-jacents à l'action de mobilisation, mais tente aussi de dégager les principes ayant guidé l'action ainsi que les conditions de réussite de ces démarches.

Finalisé en novembre 2011, il a été diffusé en décembre 2011 et est téléchargeable sur le site Internet de l'ORIV.

**En 2012**, alors que le projet de rénovation urbaine sur le quartier de la Meinau est entré dans sa dernière phase opérationnelle, la Ville et la Communauté Urbaine de Strasbourg a souhaité, conformément aux engagements pris en conclusion du forum de 2009, tenir un second forum de concertation 3 ans après le précédent afin d'évaluer les résultats du programme.

Pour se faire, et comme cela avait déjà été le cas en 2009, la direction de projet ANRU Meinau a sollicité l'appui de l'ORIV pour l'organisation de cet événement.

### **Perception des transformations du quartier de la Meinau à Strasbourg**

L'action menée de janvier à avril 2012 a consisté :

- en amont du forum, à mobiliser la parole des habitants et acteurs œuvrant sur le territoire de la Meinau, pour recueillir leurs points de vue sur les transformations du quartier dans le cadre de l'opération de rénovation urbaine,
- à participer au Forum lui-même (animation, intervention...) qui s'est tenu le 17 mars 2012,
- à produire les actes du Forum.

Pour permettre cette implication des habitants et recueillir leurs points de vue, différentes démarches ont été menées en amont : organisation de réunions thématiques (en lien avec les sujets prévus dans le cadre du Forum), déambulation sur le quartier permettant la rencontre d'habitants, diffusion de questionnaires. Finalement les démarches menées (85 questionnaires analysés et environ une trentaine de personnes rencontrées lors de déambulations ou de réunions) font apparaître des habitants partagés quant aux constats de la rénovation urbaine sur le quartier. Ils expriment des avis ambivalents sur l'évolution du quartier selon les thèmes retenus. Certains expriment un mécontentement sur quelques sujets clés comme les conditions de vie liées au logement et à son environnement, les problèmes de sécurité sur le quartier. Ainsi seulement un habitant sur deux considère que l'image du quartier s'est améliorée ces dernières années. Les autres portent un avis négatif ou ne se prononcent pas.

## **2013 – PARTICIPATION DES HABITANTS – EXPERIENCES ALLEMANDES**

Entre 2010 et 2012, l'ORIV a organisé des rencontres inter-sites en Alsace, en direction de professionnels de la politique de la ville pour leur permettre d'échanger dans un cadre informel et de mieux connaître les modes d'intervention des uns et des autres. Certains professionnels ont souhaité prolonger la démarche et mieux connaître les modes d'intervention au-delà des frontières de l'hexagone. En effet, l'Allemagne et ses programmes Sozialestadt (ville sociale) et Stadtumbau (rénovation douce) sont souvent cités en exemple en ce qui concerne la conduite de l'action publique notamment quant à la mobilisation des habitants et leur participation à la vie locale.

Par ailleurs, la réforme en cours sur l'avenir de la politique de la ville amène les professionnels et les pouvoirs publics à repenser leurs modes d'intervention sur les territoires prioritaires, à la fois dans leur dimension « urbaine » et dans leur dimension « sociale ». La comparaison entre la France et l'Allemagne permet de réinterroger les priorités et les modes d'intervention au profit des territoires les plus en difficulté.

Ces différents temps avaient pour objectifs de :

- Permettre aux participants de comprendre comment l'action est menée en Allemagne, en faveur des territoires les plus en difficulté.
- Favoriser la prise de recul sur les pratiques professionnelles et les modes d'intervention.
- Renforcer le partage d'expériences entre les équipes françaises et allemandes.

Un voyage d'étude de deux jours à Berlin a été organisé en mars 2013, auquel 17 personnes ont participé (7 agents de l'Etat et 6 chefs de projet de collectivités locales, tous intervenant dans le champ de la politique de la ville, accompagnés par deux salariées de l'association et deux administrateurs de l'ORIV). Le groupe a rencontré des équipes de Quartiersmanagement des quartiers de Schöneberg et de Marzahn, ainsi que les représentants d'un collectif citoyen gestionnaire des jardins partagés sur le site de l'ancien aéroport de Templehof.

Une journée d'échanges a également été organisée à Freiburg en juillet 2013. Un groupe de 17 personnes est allé à la rencontre d'équipes intervenant sur les quartiers de Weingarten et du Rieselfeld.

Une note a été produite et diffusée afin de rendre compte des enseignements de ces visites, à la fois sur le contexte institutionnel allemand, le métier de chef de projet et enfin sur les modalités de la participation des habitants sur ces territoires.

- ⇒ **Rénovation douce et ville sociale en Allemagne, des enseignements pour la politique de la ville en France** - Note de capitalisation des visites à Berlin et à Freiburg, octobre 2013



## 2013 – MOBILISATION DES HABITANTS ET « EMPOWERMENT »

L'association PAR'ENchantement intervient sur le quartier de Koenigshoffen depuis 6 ans. L'un des axes forts du projet associatif est la mobilisation des habitants.

En 2012, l'association s'est lancée dans une recherche-action « Pour développer les dynamiques citoyennes à Koenigshoffen » d'après la méthodologie proposée par le Conseil de l'Europe autour des indicateurs de bien-être et la coresponsabilité. Il s'agit de réunir différents groupes d'habitants et de les interroger sur trois points : qu'est-ce que le bien-être, qu'est-ce que le mal-être, que faites-vous (ou êtes vous prêt à faire) pour être bien ? Aujourd'hui, un programme d'actions a été défini par les habitants, qui devra être décliné.

L'ORIV a été sollicité pour un appui à la réalisation du bilan d'étape de la Recherche-Action : qu'est-ce qui a été réalisé, quels ont été les points forts/faibles, comment continuer la démarche au regard des objectifs et des moyens de l'association ? Pour mener ce travail à bien, des entretiens individuels ont été menés avec des membres du groupe de coordination. L'ORIV a également participé aux réunions du groupe de coordination.

Une note de bilan a été transmise à l'association et au groupe de coordination, et a été débattue avec ce dernier.

L'intervention de l'ORIV avait pour objectifs de :

- Valoriser le travail réalisé par l'association PAR'ENchantement et le comité de pilotage, aussi bien en termes de réalisations que des modes d'intervention (mobilisation des partenaires et des habitants...);
- D'adapter la suite de la démarche aux enseignements du bilan et aux moyens humains et financiers dont dispose l'association, à partir des préconisations formulées ;
- Alimenter les travaux et réflexions de l'ORIV sur la « participation des habitants ».

Suite à ce travail, une note a été produite sur le fonctionnement de la structure. En effet, l'originalité de PAR'ENchantement réside dans sa capacité à mobiliser des habitants du quartier, dans une démarche d'empowerment.

⇒ **La « mobilisation des habitants » au cœur d'un fonctionnement associatif. Regard sur une expérience « d'empowerment »** - Note de capitalisation – novembre 2013

Par ailleurs, et suite à ce travail, à compter de 2014, PAR'ENchantement a proposé à l'ORIV d'accompagner la recherche-action du SPIsC. PAR'ENchantement participe en effet au réseau « Séminaire pour la Promotion de l'Intervention sociale Communautaire - SPIsC ». Ce réseau est né en 2006 pour assurer la promotion des interventions sociales d'intérêt collectif et des actions communautaires. Une recherche-action nationale a été lancée, s'appuyant sur des relais locaux.

Cette recherche action sera orientée sur l'axe des pratiques (professionnelles et bénévoles) qui peuvent favoriser le pouvoir d'agir des bénévoles/habitants/usagers.

## CITOYENNETE DE RESIDENCE

### 1999 - 2000 : « PARTICIPATION DES RESIDENTS ETRANGERS A LA VIE PUBLIQUE LOCALE »

Le Conseil Consultatif des Etrangers (Ville de Strasbourg) a organisé les 5 et 6 novembre 1999, une conférence-rencontre européenne sur « Quelle participation des résidents étrangers à la vie publique locale ? ». Dans ce cadre, il a sollicité un appui de la part de l'observatoire. Le Conseil estimait que favoriser la participation des résidents étrangers à la vie locale et au processus de décision locale repose sur la mise en place de mesures telles que l'information, la création de comités représentatifs, l'octroi du droit de vote. Cette rencontre européenne était l'occasion de saisir les réalisations dans ce domaine. Il s'agit de

voir comment différentes collectivités favorisent cette participation tout en tenant compte des contextes locaux (en particulier d'un point de vue législatif) et en s'attachant à se référer à des expériences ayant le même objet.

Sur cette question de la participation des résidents étrangers à la vie locale, en particulier par rapport aux politiques municipales mises en œuvre, le CCE a recensé et/ou dispose d'une documentation importante, mais éparse et difficilement accessible (problème de langue notamment). Compte tenu de ces éléments, la mission de l'ORIV a consisté en :

- un appui méthodologique ponctuel pour la préparation de la rencontre
- l'élaboration d'un document synthétique et accessible au plus grand nombre sur cette question à partir de la documentation,
- la réalisation de fiches par pays,
- l'identification des acteurs ou interlocuteurs.

La mission a supposé la participation à plusieurs réunions de concertation. La note de cadrage sur « la participation des résidents étrangers aux décisions publiques locales » a fait l'objet de plusieurs présentations et a été remise lors de la rencontre européenne.

- ⇒ Lettre de l'ORIV, « **Quelle participation des résidents étrangers à la vie publique locale ?** »
- ⇒ Cahier de l'Observatoire n°31, « **La participation des résidents étrangers aux décisions publiques locales** », septembre 2000.

## 2008 – 2009 : CONSEIL CONSULTATIF DES RESIDENTS ETRANGERS

En 2008, la nouvelle municipalité de Strasbourg a souhaité remettre en place un « conseil consultatif des résidents étrangers ». Si l'enjeu reste identique au précédent conseil, à savoir favoriser la « citoyenneté de résidence », la Ville a exprimé le souhait de tirer parti des leçons du passé. L'objectif était d'aboutir à une structure tenant compte des atouts et limites de la précédente et élaborée de manière partenariale avec les acteurs concernés. Sur la base de ces acquis antérieurs sur le sujet, l'ORIV a proposé d'apporter son appui.

L'objectif était de :

- accompagner la réflexion sur le type de structure à mettre en œuvre par la réalisation d'un état des lieux des structures existantes, avec mise en évidence des points forts et points faibles en terme de fonctionnement et de contenu,
- organiser une journée de réflexion avec les associations et acteurs partenaires afin d'échanger sur le contenu du « conseil »,
- aider à la définition de la forme prise par le Conseil Consultatif des Résidents Etrangers (CCRE).

L'appui de l'ORIV a démarré en juillet 2008 et a porté sur le second semestre de l'année.

Il a consisté, en premier lieu, en une recherche documentaire qui a permis d'identifier les expériences déjà menées dans d'autres villes sur ce sujet. L'analyse de ces expériences (une dizaine en France) et leur confrontation autour de quelques aspects clés (date de création, contexte municipal, réalité de la présence étrangère, public visé, modalités de fonctionnement, objet, mode de représentations) ainsi que la réalisation d'un bilan en termes d'atouts et de limites de l'ancien Conseil Consultatif des Etrangers ont servi de support à la réflexion locale.

A partir de ces éléments, un certain nombre d'orientations ont été prises. Dans le même temps, afin de favoriser l'expression du plus grand nombre, l'ORIV a proposé une méthodologie de travail. Elle a débouché sur une démarche qui a permis l'implication de plus d'une centaine de personnes (parties prenantes d'association ou personnes physiques, techniciens de la collectivité, élus...), la mise en débat, la formulation de propositions.

Cette démarche a reposé sur les étapes suivantes :

- Le fonctionnement d'un comité de pilotage, instance de réflexion interne permettant d'avancer sur la construction du CCRE.
- L'organisation d'une journée de réflexion, le 25 octobre, impliquant le plus grand nombre de « résidents étrangers ou immigrés » qui a permis notamment la présentation

d'expériences menées ailleurs (Roubaix et Grenoble) ainsi que les apports de personnes ressources (comme Paul ORIOL et Bernard DELEMOTTE).

- La mise en place de « commissions thématiques » pour affiner les contenus et permettre une contribution des différents acteurs. Sur la base des ateliers initiés lors de la journée de réflexion, il a été décidé de faire fonctionner trois commissions afin de favoriser un travail plus approfondi. Chacune des commissions s'est réunie deux fois.
- La mise en perspective de l'ensemble de ces éléments afin de définir les contours provisoires du CCRE par la production de comptes rendus et de notes.
- La mise en débat des propositions issues des étapes précédentes à l'occasion d'une demi-journée de travail, qui a eu lieu le 6 décembre. Elle a permis d'identifier les enjeux, les aspects faisant consensus ainsi que de rendre compte des positionnements de la Municipalité.
- La formalisation d'une proposition de délibération soumise au conseil municipal en février 2009.

Le travail de réflexion préalable à l'élaboration du CCRE a souligné la demande forte de « démocratie » et de reconnaissance, en terme de participation à la politique publique, des populations étrangères et immigrées. Dans le même temps, il a mis en évidence la complexité d'un travail avec des interlocuteurs associatifs multiples et peu identifiés. Il a révélé également la diversité et la réalité de cette dynamique associative.

Le Conseil des Résidents Etrangers de la Ville de Strasbourg a été installé le 20 juin 2009 sur la base d'une délibération du Conseil Municipal de février 2009. La Ville a souhaité, à mi-mandat de ce Conseil, réaliser un premier état des lieux de son fonctionnement, notamment dans la perspective de son renouvellement. L'ORIV, qui avait accompagné la mise en œuvre du CRE en 2009, a été sollicité par la Ville pour contribuer à son élaboration.

Ce bilan a été engagé en 2011 et a consisté au cours de l'année en :

- l'organisation de temps de travail avec l'adjointe au Maire en charge de la citoyenneté et/ou avec la chef de projets du CRE,
- une analyse de documents relatifs au fonctionnement des différentes instances et activités du Conseil,
- la réalisation et l'analyse d'entretiens et de temps d'échanges avec différents acteurs parties prenantes du fonctionnement du CRE (dont participation à certaines réunions du bureau, présence lors de plénière)
- la diffusion et l'analyse d'un questionnaire auprès de l'ensemble des membres du CRE sur leur implication et leurs attentes par rapport au fonctionnement du CRE,
- la participation à l'organisation d'un séminaire de travail sur une journée et l'animation d'ateliers (9 avril 2011).

L'analyse de l'ensemble de ces éléments a donné lieu à une présentation des premiers constats sur le fonctionnement du CRE en Assemblée plénière le 10 septembre 2011.

Fin d'année, une note portant sur l'état des lieux sur le fonctionnement du CRE en termes de constats et de préconisations a été élaborée pour discussion auprès des différentes instances en 2012.

Le travail s'est poursuivi en 2012 et a permis la production d'un rapport. Ce travail, en particulier les préconisations mises en avant, a servi de support lors de réflexions menées en interne pour le renouvellement du Conseil des Résidents Etrangers de Strasbourg.

- ⇒ **Conseil des Résidents Etrangers de Strasbourg (CRE) - Etat des lieux sur le fonctionnement du CRE**, septembre 2012, 32 pages.



## ASSOCIATIONS ET POLITIQUE DE LA VILLE / DANS LES POLITIQUES PUBLIQUES

**Début 2001 : Production d'une contribution sur les « relations entre associations et politique de la ville ».** Celle-ci s'inscrivait dans la mission d'étude que le 1<sup>er</sup> ministre avait confiée à Jean-Claude Sandrier, Député du Cher, afin de « réfléchir au rôle des associations dans la politique de la ville et de présenter des propositions pour améliorer leurs conditions de fonctionnement ». : Elle a reposé sur l'organisation de réunions, échanges entre acteurs.

**Tout au long de l'année 2001 :** réalisation d'une étude sur « **La place des associations locales dans les politiques publiques** », avec le soutien du FNDVA. Cette étude se propose d'analyser le jeu des acteurs locaux dans le cadre de leurs inscriptions dans les politiques

⇒ Cahier de l'Observatoire n° 34, **Les associations locales dans les politiques publiques : le paradoxe du pouvoir et de la liberté**, mai 2002

### **2010 - Etude sur les besoins des associations de la politique de la ville**

Le Secrétariat Général aux Affaires Régionales et Européennes (SGARE) a lancé en octobre 2009 un appel d'offres pour « l'organisation et la mise en œuvre d'une démarche de formation et d'échange de bonnes pratiques dans le cadre de la politique de la ville ». Cet appel d'offres comportait une partie « formation » et une partie « étude » sur les besoins des associations œuvrant dans le champ de la politique de la ville en matière d'accompagnement.

Le réseau SARA, réseau de structures de soutien à la vie associative en Alsace, a répondu à l'appel d'offres et a été retenu par le SGARE pour réaliser l'étude, avec l'appui de l'ORIV. Pour mener à bien ce travail, SARA et l'ORIV ont signé une convention financière et de partenariat en février 2010.

L'étude a porté sur les besoins d'accompagnement des associations de la politique de la ville en Alsace. Il s'agissait donc de définir leurs spécificités au regard des autres associations de « droit commun », d'identifier les modes d'accompagnement existants et de cerner les manques éventuels sur les différents territoires.

L'étude s'appuie sur :

- Une analyse documentaire des rapports et travaux antérieurs (comme le rapport Sandrier de 2001 sur *Les associations de la politique de la ville* ou encore *La contribution à un diagnostic associatif du CUCS de la CUS*, réalisé pour le SGARE en 2009) ;
- Des réflexions internes (séminaire de travail organisé par le réseau SARA autour de l'accompagnement) ;
- Des entretiens auprès d'associations, de structures d'accompagnement, de chefs de projet CUCS, de services de l'Etat ;
- Des questionnaires envoyés aux acteurs de terrain de la politique de la ville (institutionnels) ;
- Les bilans de formation produits par les formateurs et les stagiaires ;
- Un temps d'échange autour des premiers résultats de l'étude avec des acteurs institutionnels de la politique de la ville (réunion du 7 juin 2010).

Au total, environ 100 personnes ont été sollicitées dans le cadre de cette étude.

Les résultats de l'étude ont été présentés aux acteurs de la politique de la ville le 7 juin 2010 et le rapport final a été envoyé au financeur le 30 juin 2010.

Ce travail a mis en lumière les questionnements récurrents des associations émergeant aux dispositifs de la politique de la ville (qui ne sont pas très éloignés des autres associations) :

la baisse des subventions et leur arrivée tardive dans l'année, la complexité et la lourdeur des dossiers, la multiplicité des interlocuteurs...

Il a également permis de cerner certains besoins ressentis par des professionnels des collectivités et des services de l'Etat, comme mieux connaître les dispositifs existants ou encore mieux appréhender le fonctionnement associatif.

⇒ Réseau SARA, ORIV, **Etude sur les besoins d'accompagnement des associations de la politique de la ville** - Rapport final - juin 2010



## JEUNES ET PARTICIPATION

### 2006 : CITOYENNETE EN RHIN SUPERIEUR

Depuis plusieurs années, la Région Alsace par le biais de son Président, Monsieur Adrien Zeller, enjoint l'ORIV à travailler ses thématiques habituelles sous un angle transfrontalier. Parallèlement, et suite aux émeutes de novembre 2005, l'Evangelische Fachhochschule de Freiburg, une école allemande de travailleurs sociaux, a sollicité l'ORIV pour une intervention afin de comprendre les causes de ces événements. L'ORIV a proposé un travail commun autour de cette question. En effet, en France, ces événements interrogent l'ensemble de la société. Le phénomène est complexe à décrypter, les causes étant multiples : économiques, urbanistiques, sociales, sociétales... Au-delà, certains des modes d'expression et de revendication utilisés par une partie des jeunes résidant dans les quartiers d'habitat populaire interpellent. Pour quelles raisons recourir à la violence, aux dégradations de biens privés et publics ? N'existe-il pas d'autres moyens de participation au débat public pour cette population ? S'ils existent, sont-ils adéquats ? Accessibles ? Adaptés ?

L'Allemagne n'a pas connu pour l'instant ce type de manifestation de mécontentement, mais de l'avis de certains professionnels, la situation des jeunes y est comparable et de mêmes événements pourraient s'y dérouler. Quant aux instances de participation, à Freiburg, par exemple, elles sont remises en cause. En effet, suite à un relatif échec de la participation des jeunes aux élections, ces instances sont aujourd'hui abandonnées, et d'autres modes de participation et d'engagement sont à l'étude.

Suite à ce constat, il a été décidé d'organiser une journée débat. Le but de cette journée était de comparer les pratiques de prise en compte de la parole des jeunes dans les quartiers « difficiles » par les acteurs allemands et français.

Elle a eu lieu le **17 Novembre 2006** au Centre européen de la jeunesse, à Strasbourg. Il s'agissait d'une rencontre franco – allemande autour de « **La participation des jeunes résidant dans les quartiers d'habitat populaire solution, fausse piste ou impasse ?** ».

Elle a été conçue sur la base :

- d'intervention de conférenciers pour la première partie, autour de deux thèmes (identification de la place des jeunes des quartiers d'habitat populaire et de leur accès au débat public ; et travail sur les formes de participation : entre difficultés et perspectives prometteuses) ;
- des expériences alsaciennes notamment, favorisant la participation de jeunes au débat public, afin d'alimenter le travail de 3 ateliers, portant sur les formes institutionnelles de participation (conseils de jeunes notamment), sur les nouveaux modes et supports d'expression et de communication (internet, vidéo, hip-hop), et sur les associations et mouvements de jeunes des quartiers d'habitat populaire.

Cette journée organisée en partenariat avec l'Evangelische Fachhochschule de Freiburg (EFH) et le Freiburger Arbeitskreis Gemeinwesenarbeit (Frag) était proposée à l'ensemble des acteurs d'Alsace et de Bade-Wurtemberg.

Elle a réuni 140 personnes à proportion quasi égale entre Allemagne et France.

## PUBLICATIONS

### ACTUALITES SUR... L'INTEGRATION, LA PROMOTION DE L'EGALITE ET LA VILLE

**Le principe de coresponsabilité : une démarche de mobilisation des acteurs d'un territoire**, n° 85, juin 2013

[http://www.oriv-alsace.org/wp-content/uploads/oriv\\_actusur\\_quatre\\_vingt\\_cinq.pdf](http://www.oriv-alsace.org/wp-content/uploads/oriv_actusur_quatre_vingt_cinq.pdf)

**La politique de la ville en Allemagne, rénovation douce et ville sociale**, n° 82, mars 2013

[http://www.oriv-alsace.org/wp-content/uploads/oriv\\_actusur\\_soixante\\_quatre\\_vingt\\_deux.pdf](http://www.oriv-alsace.org/wp-content/uploads/oriv_actusur_soixante_quatre_vingt_deux.pdf)

**La gouvernance : une lecture renouvelée de l'action territoriale**, n° 69, octobre 2011

[http://www.oriv-alsace.org/wp-content/uploads/oriv\\_actusur\\_soixante\\_neuf.pdf](http://www.oriv-alsace.org/wp-content/uploads/oriv_actusur_soixante_neuf.pdf)

**L'articulation de l'urbain et du social : un nouvel enjeu ? une nécessité ?**, n° 68, juillet - septembre 2011

[http://www.oriv-alsace.org/wp-content/uploads/oriv\\_actusur\\_soixante\\_huit.pdf](http://www.oriv-alsace.org/wp-content/uploads/oriv_actusur_soixante_huit.pdf)

**Politique de la ville et participation des habitants**, n° 48, juillet-août 2009

[http://www.oriv-alsace.org/wp-content/uploads/oriv\\_actusur\\_quarante\\_huit1.pdf](http://www.oriv-alsace.org/wp-content/uploads/oriv_actusur_quarante_huit1.pdf)

**Démocratie Participative, Etat de la réflexion**, n° 06, avril 2004

[http://www.oriv-alsace.org/wp-content/uploads/oriv\\_actusur\\_six.pdf](http://www.oriv-alsace.org/wp-content/uploads/oriv_actusur_six.pdf)

### BIBLIOGRAPHIES

**Participation des habitants – Rénovation urbaine**, février 2011

[http://www.oriv-alsace.org/wp-content/uploads/oriv\\_biblio\\_participation\\_habitants\\_renovation\\_urbaine\\_fevrier\\_2011.pdf](http://www.oriv-alsace.org/wp-content/uploads/oriv_biblio_participation_habitants_renovation_urbaine_fevrier_2011.pdf)

### CAHIERS DE L'ORIV

**Les associations locales dans les politiques publiques : le paradoxe du pouvoir et de la liberté**, n° 34, mai 2002, 84 pages

[http://www.oriv-alsace.org/wp-content/uploads/oriv\\_cahier\\_observatoire\\_trente\\_quatre.pdf](http://www.oriv-alsace.org/wp-content/uploads/oriv_cahier_observatoire_trente_quatre.pdf)

**La participation des résidents étrangers aux décisions publiques locales**, n° 31, septembre 2000, 86 pages,

[http://www.oriv-alsace.org/wp-content/uploads/oriv\\_cahier\\_observatoire\\_trente\\_et\\_un.pdf](http://www.oriv-alsace.org/wp-content/uploads/oriv_cahier_observatoire_trente_et_un.pdf)

**L'immigration et les spécificités du vote alsacien. Actes de la table ronde du mercredi 15 novembre 1995, organisée avec le CLAPEST**, n° 17, mars 1996, 50 pages

[http://www.oriv-alsace.org/wp-content/uploads/oriv\\_cahier\\_observatoire\\_dix\\_sept.pdf](http://www.oriv-alsace.org/wp-content/uploads/oriv_cahier_observatoire_dix_sept.pdf)

**La vie associative issue de l'immigration en Alsace**, n° 16, 43 pages, juin 1995

<http://www.oriv-alsace.org/documents/la-vie-associative-issue-de-limmigration-en-alsace/>

**Actes de la journée d'information, de formation et de réflexion -1er février 1994 « Intégration, insertion, assimilation ». Quelle citoyenneté ? Quel modèle français de l'intégration ?**, n° 12, mai 1994, 66 pages

[http://www.oriv-alsace.org/wp-content/uploads/oriv\\_cahier\\_observatoire\\_douze.pdf](http://www.oriv-alsace.org/wp-content/uploads/oriv_cahier_observatoire_douze.pdf)

### DOSSIERS DE L'ORIV

**Mobilisation de la parole des habitants et rénovation urbaine**, Dossier Thématique, novembre 2011, 35 pages

En 2008, la Ville de Strasbourg a sollicité l'ORIV pour des accompagnements de démarches de « mobilisation de la parole des habitants » dans le cadre des Projets de Rénovation

Urbaine. En effet, le projet pour le quartier de HautePierre avait été rejeté par l'ANRU à cause du manque de concertation préalable des habitants. Au fur et à mesure, l'ORIV est intervenu sur d'autres sites strasbourgeois : Cronenbourg, Meinau, Neuhof et Port du Rhin. Ce document capitalise et synthétise les enseignements des démarches menées sur les territoires strasbourgeois, au regard des travaux antérieurs réalisés par l'ORIV, mais aussi en lien avec les réflexions menées au niveau national et les travaux de chercheurs.

[http://www.oriv-alsace.org/wp-content/uploads/oriv\\_dossier\\_thematique\\_mobilisation\\_parole\\_habitant\\_renovation\\_urbaine1.pdf](http://www.oriv-alsace.org/wp-content/uploads/oriv_dossier_thematique_mobilisation_parole_habitant_renovation_urbaine1.pdf)

## NOTES DE L'ORIV

**La « mobilisation des habitants » au cœur d'un fonctionnement associatif. Regard sur une expérience « d'empowerment » - Note de capitalisation** – novembre 2013

[http://www.oriv-alsace.org/wp-content/uploads/oriv\\_note\\_mobilisation\\_habitants\\_empowerment.pdf](http://www.oriv-alsace.org/wp-content/uploads/oriv_note_mobilisation_habitants_empowerment.pdf)

**Rénovation douce et ville sociale en Allemagne, des enseignements pour la politique de la ville en France - Note de capitalisation des visites à Berlin et à Freiburg**, octobre 2013

[http://www.oriv-alsace.org/wp-content/uploads/oriv\\_note\\_capitalisation\\_visites\\_allemande.pdf](http://www.oriv-alsace.org/wp-content/uploads/oriv_note_capitalisation_visites_allemande.pdf)

**Comprendre les obstacles à la participation citoyenne – Contribution à une autre reconnaissance du citoyen**, mars 2005, 4 pages

[http://www.oriv-alsace.org/wp-content/uploads/oriv\\_synthese\\_obstacles\\_participation.pdf](http://www.oriv-alsace.org/wp-content/uploads/oriv_synthese_obstacles_participation.pdf)

**L'engagement des responsables associatifs en Alsace**, janvier 2005, 15 pages

[http://www.oriv-alsace.org/wp-content/uploads/oriv\\_engagement\\_responsables\\_associatifs.pdf](http://www.oriv-alsace.org/wp-content/uploads/oriv_engagement_responsables_associatifs.pdf)

**La participation des habitants : réflexions et questionnements**, mars 2000, 28 pages

Un document de réflexion sur la participation des habitants a été remis lors de la rencontre nationale d'échanges et de réflexions organisée par l'Oriv sur le thème "la participation des habitants, vers un ressourcement de la citoyenneté ?". Au sommaire : diversité des démarches participatives ; préalables et conditions nécessaires aux démarches participatives ; modes d'intervention ou comment favoriser la participation et donner une place aux habitants ; questions posées à la participation, limites et enjeux.

[http://www.oriv-alsace.org/wp-content/uploads/oriv\\_cr\\_gr\\_reflexion\\_participation\\_habitants.pdf](http://www.oriv-alsace.org/wp-content/uploads/oriv_cr_gr_reflexion_participation_habitants.pdf)

## OUTILS DE L'ORIV

**Étrangers et immigrés en Alsace – Guide pour comprendre et agir - Chapitre XII : Participation des habitants**, juin 2006

<http://www.oriv-alsace.org/documents/etrangers-et-immigres-en-alsace-guide-pour-comprendre-et-agir/?aid=813&sa=0>

## SYNTHESE ATELIERS DES PROFESSIONNELS DE LA VILLE

**Développement endogène des quartiers et participation des habitants - Atelier des Professionnels de la Ville - Compte-rendu de la séance du 5 novembre 2013**

[www.oriv-alsace.org/wp-content/uploads/oriv\\_cr\\_apv\\_developpement\\_endogene\\_quartiers.pdf](http://www.oriv-alsace.org/wp-content/uploads/oriv_cr_apv_developpement_endogene_quartiers.pdf)

**Les obstacles à la participation des habitants - Journée des Professionnels de la Ville - Compte-rendu de la séance du 30 novembre 2006**, novembre 2006

[http://www.oriv-alsace.org/wp-content/uploads/oriv\\_cr\\_jdp\\_participation\\_habitants.pdf](http://www.oriv-alsace.org/wp-content/uploads/oriv_cr_jdp_participation_habitants.pdf)

## LETTRES DE L'ORIV

n° 6 – Quelle participation des résidents étrangers à la vie publique locale ? 2000

n° 9 – La participation des associations locales aux politiques publiques : une place à (se) construire, septembre 2002



Observatoire Régional  
de l'Intégration et de la Ville  
1 rue de la course,  
67000 Strasbourg  
tél : 03 88 14 35 89  
fax : 03 88 21 98 31  
mel : [contact@oriv.fr](mailto:contact@oriv.fr)  
site : [www.oriv-alsace.org](http://www.oriv-alsace.org)